

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005873]

28 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, alinéas 1 et 2, modifié par le décret du 3 décembre 2020 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 9 octobre 2023 et 27 novembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2023 ;

Vu le rapport du 1^{er} décembre 2023 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 8 décembre 2023 et la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone du 8 décembre 2023 ;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 12 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 1^{er} mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.772/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 4 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du Comité de branche « handicap » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 22 janvier 2024 ;

Considérant la Convention des Nations Unies relative aux droits des Personnes Handicapées du 13 décembre 2006 ratifiée par la Belgique le 3 juillet 2009 ;

Considérant la nécessité de revoir sans délai la réglementation relative aux conditions d'agrément et de subventionnement des entreprises de travail adapté et plus particulièrement de préciser et de compléter les charges admissibles pour justifier les subventions octroyées depuis le 1^{er} janvier 2021 ;

Considérant qu'il y a lieu que les dispositions prévues aux annexes 95/2 et 95/3 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2022 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er} de celle-ci.

Art. 2. Dans le même Code, l'annexe 95/2 est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 3. Dans le même Code, l'annexe 95/3 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Art. 5. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 1^{ère} à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté

« Annexe 95/2 Coûts salariaux admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1016

Sont admissibles pour les travailleurs de production :

- 1) les rémunérations brutes pour autant qu'elles respectent les conditions de l'article 992 § 4 et aient fait l'objet d'une déclaration auprès de l'ONSS ;
- 2) la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail ;
- 3) la rémunération afférente aux jours fériés, aux jours de congés, au petit chômage (congés de circonstances) ;
- 4) le pécule de vacances ;
- 5) les avantages complémentaires et les cotisations qui relèvent d'un accord officiel dans le cadre de la SCP 327.03 ;
- 6) les avantages complémentaires qui relèvent d'une convention collective de travail d'entreprise telle que définie dans la Loi du 5 décembre 1968 et d'application à l'ensemble des travailleurs de production de l'entreprise ;
- 7) le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes aux rémunérations et avantages précités.
- 8) La prime d'assurance-loi payée par travailleur de production, plafonnée à un pourcent de sa rémunération brute soumise à l'ONSS et majorée à 108 pourcents.

Sont déduites des coûts salariaux admissibles, les autres subventions obtenues des pouvoirs publics et autres interventions lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes coûts que ceux admissibles pour les travailleurs de production.

Ne sont pas admissibles pour les travailleurs de production :

- la rémunération des heures supplémentaires ;
- les préavis non prestés à l'initiative du travailleur. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2024 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté.

Namur, le 28 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté

« Annexe 95/3 Coûts admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021

Sont admissibles pour la rémunération du personnel spécifique visé à l'article 992 §12, uniquement pour le temps passé à assister les travailleurs de production :

- 1° les rémunérations brutes correspondant aux échelles barémiques de la SCP 327.03 (Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la région wallonne et de la communauté germanophone), à l'ancienneté reconnue du travailleur concerné et ayant fait l'objet d'une déclaration auprès de l'ONSS ;
- 2° la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail ;
- 3° la rémunération afférente aux jours fériés, aux jours de congés, au petit chômage (congés de circonstances) ;
- 4° le pécule de vacances ;
- 5° les avantages complémentaires et les cotisations qui relèvent d'un accord officiel dans le cadre de la SCP 327.03 ;
- 6° le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes aux rémunérations précitées.

Pour les moniteurs visés à l'article 992 §12, leur coût salarial, comprenant les charges mentionnées de 1° à 6°, est multiplié par le taux moyen de compensation de l'entreprise de travail adapté, déterminé sur base de la moyenne annuelle des taux de compensation du handicap fixés pour chacun de ses travailleurs de production l'année précédant l'année d'attribution de la subvention.

Le coût salarial, comprenant les charges mentionnées de 1° à 6°, du personnel spécifique visé à l'article 992 §12, détaché au sein de l'entreprise de travail adapté par la personne morale de droit public dans le cadre d'une convention écrite, est également admissible pour justifier la subvention visée à l'article 1021.

Ne sont pas admissibles pour la rémunération du personnel spécifique visé à l'article 992 §12 :

- 1° la rémunération des heures supplémentaires ;
- 2° les préavis non prestés à l'initiative du travailleurs ;
- 3° les charges relatives aux prestations du personnel d'encadrement des personnes handicapées en section d'accueil et de formation visées à l'article 1043.

Autres coûts admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021 :

- 1° le coût des formations en lien avec l'accompagnement de travailleurs de production ;
- 2° les coûts liés à l'adaptation des équipements existants, à l'acquisition de nouveaux équipements ou à l'acquisition et à la validation de logiciels destinés à être utilisés par les travailleurs de production, notamment des outils technologiques adaptés ou d'assistance, qui

s'ajoutent à ceux que l'entreprise de travail adapté aurait supportés s'il avait employé des travailleurs ne souffrant pas d'un handicap ;

3° les coûts directement liés au transport de travailleurs de production vers le lieu de travail et dans le cadre de leurs activités professionnelles (Abonnement social et transport collectif) ;

4° les coûts d'administration propres au personnel spécifique, pour autant que ceux-ci résultent directement de l'emploi de travailleurs de production.

L'entreprise de travail adapté doit justifier l'adéquation des dépenses visées aux points 1° à 4° avec le handicap de ses travailleurs.

Sont déduits des coûts admissibles :

1° les subventions obtenues des pouvoirs publics et autres interventions lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021 ;

2° les intérêts créditeurs générés par le compte bancaire spécifique visé à l'article 992 § 16. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2024 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté.

Namur, le 28 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/005873]

28 MAART 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 651/2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283, eerste lid en tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2020;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 oktober 2023 en 27 november 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2023;

Gelet op het rapport van 1 december 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het intra-Franstalig overlegorgaan van 8 december 2023 en het overleg in het intra-Franstalig ministerieel comité voor overleg van 8 december 2023;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 12 december 2023;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag op 1 maart 2024 is ingeschreven op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.772/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 4 maart 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van het Branche Comité "Handicap" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 22 januari 2024;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006, op 3 juli 2009 goedgekeurd door België;

Gelet op de noodzaak om onverwijld de reglementering betreffende de voorwaarden voor erkenning en subsidiëring van bedrijven voor aangepast werk te herzien en in het bijzonder om de subsidiabele uitgaven te specificeren en aan te vullen om subsidies te rechtvaardigen die sinds 1 januari 2021 zijn toegekend;

Overwegende dat de bepalingen van de bijlagen 95/2 en 95/3 op 1 januari 2022 uitwerking moeten hebben;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 95/2 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 95/3 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022.

Art. 5. De Minister bevoegd voor het gehandicaptenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie
en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk

"Bijlage 95/2 In aanmerking komende loonkosten ter verantwoording van de subsidie als bedoeld in artikel 1016

De volgende kosten komen in aanmerking voor productiemedewerkers:

- 1) de bruto lonen voor zover ze voldoen aan de voorwaarden van artikel 992, § 4 en aangegeven zijn aan de RSZ;
- 2) het gewaarborgd loon in geval van arbeidsongeschiktheid;
- 3) het loon voor feestdagen, verlofdagen en werktijdverkorting (incidenteel verlof);
- 4) het vakantiegeld;
- 5) de aanvullende voordelen en bijdragen die onder een formele overeenkomst uit hoofde van Paritair Subcomité 327.03 vallen;
- 6) de aanvullende voordelen die vallen onder een ondernemings-collectieve arbeidsovereenkomst zoals gedefinieerd in de Wet van 5 december 1968 en die van toepassing zijn op alle productiemedewerkers van het bedrijf;
- 7) het bedrag van de socialezekerheidsbijdragen met betrekking tot bovenstaande lonen en voordelen.
- 8) De per productiemedewerker betaalde premie van wetsverzekering, gemaximeerd op één procent van het brutoloon onderworpen aan de RSZ en verhoogd tot 108 procent.

Andere subsidies van de overheid en andere tussenkomsten worden afgetrokken van de in aanmerking komende loonkosten als ze precies dezelfde kosten dekken als die welke in aanmerking komen voor productiemedewerkers.

De volgende kosten komen niet in aanmerking voor productiemedewerkers:

- de overuren ;
- de opzegtermijnen die niet op initiatief van de werknemer worden gepresteerd. "

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2024 tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk.

Namen, 28 maart 2024

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van Sociale actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk

"Bijlage 95/3 In aanmerking komende kosten ter verantwoording van de subsidie als bedoeld in artikel 1021

De volgende kosten komen in aanmerking voor de bezoldiging van het specifiek personeel bedoeld in artikel 992, §12, uitsluitend voor de tijd besteed aan het bijstaan van de productiemedewerkers:

- 1° de bruto lonen die overeenstemmen met de weddenschalen van Paritair Subcomité 327.03 (Paritair Subcomité voor de bedrijven voor aangepast werk in het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap), met de erkende anciënniteit van de betrokken werknemer en die aangegeven werden aan de RSZ;
- 2° het gewaarborgd loon in geval van arbeidsongeschiktheid;
- 3° het loon voor feestdagen, verlofdagen en kort verzuim (omstandigheidsverlof);
- 4° het vakantiegeld;
- 5° de aanvullende voordelen en bijdragen die onder een formele overeenkomst uit hoofde van Paritair Subcomité 327.03 vallen;
- 6° het bedrag van de socialezekerheidsbijdragen met betrekking tot bovenstaande lonen.

Voor de monitors bedoeld in artikel 992, §12, worden hun loonkosten, met inbegrip van de lasten vermeld in 1° tot 6°, vermenigvuldigd met het gemiddelde vergoedingspercentage van het bedrijf voor aangepast werk dat bepaald is op basis van het jaarlijkse gemiddelde van de vergoedingspercentages voor de handicap vastgesteld voor elk van zijn productiewerknemers in het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend.

De loonkosten, met inbegrip van de lasten vermeld in 1° tot 6°, van het specifiek personeel bedoeld in artikel 992, §12, dat door de publiekrechtelijke rechtspersoon bij schriftelijke overeenkomst wordt gedetacheerd bij het bedrijf voor aangepast werk, komt eveneens in aanmerking om de subsidie bedoeld in artikel 1021 te rechtvaardigen.

De volgende kosten komen niet in aanmerking voor de bezoldiging van het in artikel 992, §12, bedoelde specifieke personeel:

- 1° de overuren;
- 2° de opzegtermijnen die niet op initiatief van de werknemer worden gepresteerd;
- 3° de uitgaven in verband met dienstverleningen verleend door personeel dat gehandicapte personen in opvang- en vormingsafdelingen bedoeld in artikel 1043 begeleidt.

Andere in aanmerking komende kosten ter verantwoording van de subsidie als bedoeld in artikel 1021:

- 1° de kosten van de opleidingen in verband met de begeleiding van productiemedewerkers;

2° de kosten in verband met de aanpassing van bestaande apparatuur, de aankoop van nieuwe apparatuur of de aankoop en validering van software die bedoeld is voor gebruik door productiemedewerkers, namelijk aangepaste of ondersteunende technologische hulpmiddelen, die bovenop de kosten komen die het werk voor aangepast werk zou hebben gemaakt als het werknemers zonder handicap in dienst had gehad;

3° de kosten die rechtstreeks verband houden met het vervoer van productiemedewerkers naar hun werkplek en in het kader van hun beroepsactiviteiten (sociaal abonnement en openbaar vervoer);

4° de administratiekosten die eigen zijn aan het specifiek personeel, voor zover deze rechtstreeks voortvloeien uit de tewerkstelling van productiemedewerkers.

Het bedrijf voor aangepast werk moet de opportuniteit van de uitgaven bedoeld in de punten 1° tot 4° rechtvaardigen in verhouding tot de handicap van zijn werknemers.

Van de in aanmerking komende kosten worden afgetrokken:

1° de subsidies verkregen van overheidsinstanties en andere interventies wanneer deze precies dezelfde uitgaven dekken als die welke in aanmerking komen om de in artikel 1021 bedoelde subsidie te rechtvaardigen;

2° de rente-inkomsten gegenereerd door de specifieke bankrekening bedoeld in artikel 992, § 16. "

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2024 tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk.

Namen, 28 maart 2024

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE